



## CHAPITRE 126

## CHAPTER 126

Loi accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse Sainte-Anne de Varennes

An Act to grant certain powers to the municipal corporation of the parish of Sainte-Anne de Varennes

[Sanctionnée le 21 février 1957]

[Assented to, the 21st of February, 1957]

Préambule.

**A**TTENDU que la corporation de la paroisse Sainte-Anne de Varennes, dans le comté de Verchères, est régie par le Code municipal;

Attendu que les dispositions du Code municipal ne suffisent plus à cette corporation et qu'il faut de plus amples pouvoirs à son conseil pour l'administrer d'une manière plus conforme à ses besoins;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

C.M.,  
a. 392a,  
am. pour  
la corporation.

**1.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en remplaçant les deuxième et troisième alinéas de l'article 392a, par les suivants:

"Tout règlement déjà existant, adopté en vertu du présent article, peut être modifié ou abrogé par un autre règlement que le conseil est autorisé à adopter d'ici le premier janvier 1958 et qui deviendra en vigueur avec la seule approbation du ministre des affaires municipales.

Tout règlement postérieur à ce sujet ne pourra cependant être modifié ou abrogé que par un autre règlement, sujet à l'approbation des électeurs propriétaires d'immeubles situés dans un arrondissement ou une zone affectés par la modification ou l'abrogation proposée et dans les arrondissements ou les zones contigus.

Preamble.

**W**HEREAS the corporation of the parish of Sainte-Anne de Varennes, in the county of Verchères, is governed by the Municipal Code;

Whereas the provisions of the Municipal Code no longer suffice for the said corporation and its council needs broader powers to administer it in a manner better adapted to its needs;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** The Municipal Code is amended, M.C.,  
a. 392a,  
am. for  
corporation.  
for the corporation, by replacing the second and third paragraphs of article 392a, by the following:

"Every existing by-law made under this section may be amended or repealed by another by-law which the council is authorized to make until the first of January, 1958, and which shall come into force with the only approval of the Minister of Municipal Affairs.

Every subsequent by-law on the subject may however be amended or repealed only by another by-law subject to the approval by the electors who are proprietors of immovables situated in the district or zone affected by the proposed amendment or repeal and in adjacent districts or zones.

Une assemblée publique de ces électeurs propriétaires doit être tenue, après l'adoption d'un tel règlement, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil à cette fin.

Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le quinzième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le secrétaire-trésorier.

Elle est présidée par le maire ou le promoteur ou en leur absence, par l'un des conseillers.

Le secrétaire-trésorier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le présent article et le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement.

Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, dix de ces électeurs présents ou un cinquième de ceux-ci, si leur nombre est inférieur à trente, demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs propriétaires d'immeubles situés dans un arrondissement ou une zone affectés par la modification ou l'abrogation adoptée et dans les arrondissements ou les zones contigus, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote sur ce règlement, à une date appropriée, dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

Lorsque le règlement est soumis pour approbation aux électeurs, le vote est pris au scrutin secret, à la date fixée, par le président de l'assemblée des électeurs en la manière prévue par les articles 387*a* à 387*l*.

Le règlement doit être approuvé par le vote de la majorité, en nombre et en valeur, des électeurs propriétaires intéressés qui ont exercé leur droit de vote, pourvu qu'au moins un tiers de ceux qui ont le droit de voter et qui résident dans la municipalité, aient exercé ce droit."

**2.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 392*a*, les articles suivants:

**"392*b*.** Toute zone destinée à l'agriculture, aux termes du règlement de

A public meeting of such elector proprietors shall be held after the passing of such by-law, at the place, on the day and at the time fixed by the council for such purpose.

Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening, on or before the fifteenth day after the date of the passing of the by-law, after the secretary-treasurer has given a notice of convocation of at least five clear days.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the acting mayor or, in their absence, by one of the councillors.

The secretary-treasurer, acting as secretary of the meeting, shall read this article and the by-law and submit the latter to the electors present and qualified to vote on such by-law.

If, within one hour of the opening of the meeting, ten of such electors who are present or one-fifth of them if they are fewer than thirty in number, demand that such by-law be submitted for the approval of the electors who are proprietors of immovables situated in the district or zone affected by the passed amendment or repeal or in adjacent districts or zones, the chairman of the meeting shall fix, for voting on such by-law, a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved by the electors.

When the by-law is submitted to the electors for approval, the vote shall be taken by secret ballot, on the date fixed, by the chairman of the meeting of electors, in the manner provided by articles 387*a* to 387*l*.

The by-law must be approved by the vote of the majority, in number and in value, of the elector-proprietors concerned who have voted, provided that at least one-third of those who are qualified to vote and who reside in the municipality, have voted."

**2.** The Municipal Code is amended, for the corporation, by adding after article 392*a*, the following articles:

**"392*b*.** No zone destined for agriculture, by the terms of the zoning by-

C.M.,  
aa. 392*b*-  
392*d*, aj.  
pour la  
corporation.

M.C.,  
aa. 392*a*-  
392*d*,  
added for  
corporation.

zonage adopté par la corporation le 18 juin 1956, ne peut être modifiée en zone destinée à l'industrie lourde telle que définie dans ledit règlement ou ses modifications, que par un autre règlement approuvé par le vote, pris au scrutin secret, de la majorité en nombre et en valeur, des électeurs propriétaires de toute la municipalité. Toutefois, pour que ce règlement de modification soit approuvé, il faut qu'au moins un tiers de ces électeurs propriétaires qui résident dans la municipalité aient exercé ce droit.

**"392c.** La corporation peut par règlement, édicter qu'aucun permis de construction ne sera accordé, à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée, ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé, conformément à l'article 2175 du Code civil.

Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction pour fins résidentielles, commerciales ou industrielles avec ses dépendances.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture.

**"392d.** La corporation peut faire, amender ou abroger des règlements pour prescrire la manière dont l'autorisation de construire sera demandée, et fixer l'honoraire devant être payé à la corporation sur l'octroi d'un permis de construction, dont le coût ne devra pas excéder cent dollars par permis."

**3.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 400, les articles suivants:

**"400a.** Le conseil peut faire des règlements pour décréter la confection de plans ou cartes du ou de toute partie du territoire compris dans la municipalité et sujet à sa juridiction, avec indication des rues, ruelles et places publiques, et des dimensions nouvelles que le conseil de la municipalité entend leur donner; et ces plans ou cartes, une fois confirmés par la Cour supérieure, sur requête à cette fin présentée au moins quinze jours après la

law passed by the corporation on the 18th of June, 1956, may be transformed into a zone destined for heavy industry, such as specified in the said by-law or its amendments, except by another by-law approved by the vote, by secret ballot, of the majority in number and in value of the elector-proprietors of the whole municipality. Nevertheless, in order that such amending by-law be approved, at least one-third of these elector proprietors who reside in the municipality, must have voted.

**"392c.** The corporation may by by-law, enact that no building permit shall be granted unless the ground upon which each contemplated building is to be erected forms a separate lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

In the foregoing provision, the word "building" means a building for residential, commercial or industrial purposes with its dependencies.

The provisions of this article shall not apply to buildings erected for agricultural purposes on lands under cultivation.

**"392d.** The corporation may make, amend or repeal by-laws to prescribe the manner of applying for authorization to build and establish the dues, payable to the corporation on the granting of a building permit, the cost of which shall not exceed one hundred dollars per permit."

**3.** The Municipal Code is amended, for the corporation, by adding after article 400, the following articles:

**"400a.** The council may make by-laws to order the making of plans or maps of the territory or any part thereof included within the municipality and under its jurisdiction, showing the streets, lanes and public squares and the new dimensions which the municipal council intends to give them; and such plans or maps, once confirmed by the Superior Court, upon petition to that effect presented at least fifteen days after the publica-

C.M.,  
aa. 400a-  
400f, aj.  
pour la  
corpora-  
tion.

M.C.,  
aa. 400a-  
400f,  
added for  
corpora-  
tion.

publication d'un avis public, deviennent obligatoires pour la municipalité, pour les propriétaires intéressés et pour toute autre personne.

**"400b.** Lorsqu'ils sont terminés, il doit être déposé un exemplaire de chacun de ces plans au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district où est située, en entier ou en partie, la municipalité concernée et un autre exemplaire aux archives de celle-ci. Dès que ces plans ont été confirmés et ratifiés par la cour, le secrétaire-trésorier de la municipalité doit inscrire sur l'exemplaire conservé aux archives de la municipalité et sur un autre, qu'il dépose ensuite au bureau de la division d'enregistrement où est située la municipalité, une note de cette confirmation, dans les termes suivants: "Confirmé par la Cour supérieure le

**"400c.** Lorsque l'une des nouvelles rues ou places publiques tracées sur le plan qui s'y rapporte, est ouverte, ou qu'une des rues ou places publiques en existence et désignée sur le plan, est élargie ou prolongée, aucune indemnité ni dommages-intérêts ne peuvent être réclamés ni accordés pour des bâtiments érigés ou des améliorations exécutées postérieurement à la confirmation du plan, par des propriétaires ou d'autres personnes, sur un terrain réservé, soit pour l'ouverture de nouvelles rues ou places publiques, soit pour leur élargissement, prolongement ou agrandissement.

Mais rien dans le présent article n'enlève à la municipalité le droit d'élargir ou de prolonger, après la confirmation du plan, les rues ou places publiques qui y sont désignées, ou de renoncer à l'ouverture, à l'élargissement et au prolongement de toute rue indiquée sur le plan. Toutefois aucune altération ou modification de ce genre ne peut être exécutée, si elle n'est décrétée par règlement du conseil adopté à une séance où la majorité de ses membres sont présents, et sur requête signée par la majorité des propriétaires intéressés à ces changements.

Sur requête présentée par la municipalité, au moins quinze jours après la publication d'un avis public, tout juge de la

tion of a public notice, shall become obligatory for the municipality, the property owners concerned and all other persons.

**"400b.** When they are completed, a copy of each of such plans shall be deposited in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district in which the municipality concerned is wholly or partly situated and another copy in the archives of the municipality. As soon as such plans have been confirmed and ratified by the court, the secretary-treasurer of the municipality shall enter on the copy kept in the archives of the municipality and on another, which he shall then deposit in the office of the registration division where the municipality concerned is situated, a note of such confirmation, in the following terms: "Confirmed by the Superior Court on

**"400c.** When any of the new streets or public squares shown on the plan relating thereto is opened, or when any of the existing streets or public squares shown on the plan is widened or extended, no indemnity or damages may be claimed or awarded for buildings erected or improvements effected subsequently to the confirmation of the plan, by owners or other persons, on any ground reserved either for the opening of new streets or public squares, or for the widening, extension or enlargement thereof.

But nothing in this article shall deprive the municipality of the right to widen or extend, after the confirmation of the plan, streets or public squares shown thereon, or to renounce the right to open, widen and extend any street shown on the plan. However no such alteration or modification may be effected unless ordered by by-law of the council passed at a meeting at which the majority of its members are present, and upon a petition signed by the majority of the property owners concerned in such changes.

Upon petition presented by the municipality, at least fifteen days after the publication of a public notice, any judge

Cour supérieure peut ordonner que les plans soient modifiés en conséquence. Un exemplaire des plans ainsi modifiés ou de la partie modifiée de ces plans, ou une description de ces modifications, doit être conservé aux archives de la municipalité et un autre déposé au bureau d'enregistrement, avec l'inscription: "Modifications confirmées par la Cour supérieure le ".

"400d. Les pouvoirs conférés à la corporation par les articles 400a, 400b et 400c, expireront le premier février 1959.

"400e. La corporation peut faire des règlements pour réglementer la subdivision, l'annulation de lots situés dans les limites de la municipalité, pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivisions à l'approbation du conseil, quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, pour fixer l'emplacement de rues sur telles subdivisions et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité.

"400f. La corporation peut faire des règlements pour faire ouvrir, creuser, élargir, couvrir et entretenir tout fossé nécessaire à l'égouttage, fossé de ligne, fossé mitoyen ou cours d'eau situé dans la municipalité ou hors de ses limites, et de plus, lorsque situé dans la municipalité, en proscrire la direction, en changer le site, en amener les eaux dans les égouts de la municipalité ou dans tout fossé ou cours d'eau, même si tel fossé ou cours d'eau a été l'objet d'un procès-verbal et qu'il soit situé sur la propriété privée ou sur la propriété publique; pour payer le coût de ces travaux, en totalité ou en partie, à même les fonds généraux de la corporation, ou le produit d'une taxe spéciale, imposée sur les immeubles que le conseil juge devoir en bénéficier; pour déterminer la répartition de cette taxe, soit en raison de l'évaluation de la superficie ou du front des terrains."

of the Superior Court may order that the plans be modified accordingly. A copy of the plans so modified or of the modified part of such plans, or a description of such modifications, must be preserved in the archives of the municipality and another deposited in the registry office, with the notation: "Modifications confirmed by the Superior Court on ".

"400d. The powers conferred on the corporation by articles 400a, 400b, and 400c, shall expire on the first of February, 1959.

"400e. The corporation may make by-laws to regulate the subdivision or cancellation of lots situated in the limits of the municipality, to compel proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council fifteen days before their presentation to the Minister in charge of the cadastre for registration; to prohibit such subdivisions when they do not coincide with the general plan of the municipality, to fix the laying out of streets on such subdivisions and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that such streets and lanes do not belong to the municipality.

"400f. The corporation may make by-laws to cause to be opened, dug, enlarged, covered and maintained, any ditch necessary for drainage, boundary or division ditch or water-course situate in the municipality or beyond the boundaries thereof, and moreover, when situated in the municipality, to direct the flow, change the site or bring the water into the sewers of the municipality or any ditch or water course, even if such ditch or water course has been regulated by a procès-verbal, and whether situated on private or public property; to pay the cost of such works, in whole or in part, out of the general funds of the corporation, or by levying a special tax on all immovables, which, according to the council, will benefit of such works; and to prescribe the mode in which such assessment shall be made, either according to the assessment, the area or the frontage of the lots."

C.M.,  
a. 523a,  
aj. pour  
la corpo-  
ration.

4. Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 523, le suivant:

"523a. Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou une ruelle, ou une partie de rue ou de ruelle, approuvée par le ministre des affaires municipales, la corporation est autorisée à faire, sur sa propriété, tous les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la corporation et aux termes de l'article 759 du Code municipal et à cette fin, la corporation est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer tous ces travaux.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt.

Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la corporation, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exige l'article 758 du Code municipal, mais ils doivent être approuvés par le ministre des affaires municipales. Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligation ou de débentures émises conformément au Code municipal.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la corporation, sans qu'il n'ait obtenu d'un ingénieur

4. The Municipal Code is amended, for the corporation, by adding after article 523, the following:

M.C.,  
a. 523a,  
added for  
corporation.

"523a. Upon petition signed by the property-owner or owners representing at least two-thirds of the frontage of the land bordering on a street or lane or portion of a street or lane, approved by the Minister of Municipal Affairs the corporation is authorized to execute, on its property, all permanent works such as paving, sidewalks, sewers, waterworks and their connections and other works called permanent and to borrow, at need, the sums of money requisite for such purposes.

In calculating the two-thirds of the properties bordering on a street or lane as aforesaid the exempted part of corner lots shall be without effect against the said petition.

The cost of these works, the interest on the loan contracted for the payment thereof and the cost and disbursements incurred in such case, for the preparation of by-laws and the negotiation of loans, shall be paid by means of a special assessment levied on the property-owners concerned in proportion to the frontage of their properties, in accordance with the by-laws of the corporation and with article 759 of the Municipal Code, and for such purpose the corporation is authorized to borrow all the money needed to pay for all such works.

The term of each such loan shall not exceed that of a special assessment levied for the works which are the object thereof.

Such loans shall be ordered by by-law of the council of the corporation, but shall not be subject to the approval of the ratepayers, as required by article 758 of the Municipal Code, but they must be approved by the Minister of Municipal Affairs. They shall be contracted by means of an issue of bonds or debentures made in conformity with the provisions of the Municipal Code.

Every by-law ordering such a loan must, in each case, clearly specify the object of the loan, and no by-law of such a nature shall be passed by the council of the corporation unless the latter has obtained from a professional

professionnel, une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou débetures émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations et actions enregistrées à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la corporation.

La corporation est autorisée à emprunter de la banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations ou débetures doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

engineer a written declaration, under his oath of office, stating the total cost of the works necessitating the loan and attesting that such works have been completely performed.

The special assessment levied on the interested proprietors for permanent works effected under this article shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to the payment of the interest on the bonds or debentures issued for the payment of such works and to redeem such bonds and registered stock at maturity, which interest and sinking-fund shall nevertheless be a charge upon the general fund to the corporation.

The corporation is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said bonds or registered stock.

Such loans and the negotiation of the bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works."

C.M.,  
a. 655a,  
aj. pour  
la corpora-  
tion.

**5.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 655, le suivant:

**"655a.** Toute terre en culture ou affermée ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois, dans les limites de la municipalité, est taxée à un montant n'excédant pas un pour cent de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales.

Telle terre ne devra pas être évaluée à plus de cinquante dollars l'arpent, si elle a une superficie de trois arpents ou plus.

La susdite évaluation comprendra les granges, écuries et autres bâtiments servant à l'exploitation de ladite terre, à l'exclusion des maisons qui seront estimées à leur valeur réelle.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe, après la clôture du rôle d'évaluation et exiger la

**5.** The Municipal Code is amended, for the corporation, by adding after article 655, the following:

M.C.,  
a. 655a,  
added for  
corporation.

**"655a.** All land under cultivation or farmed or used as pasture for cattle, as well as all uncleared land or wood lots within the municipality, shall be taxed to an amount of not more than one per cent of the municipal valuation, including all taxes, both general and special.

Such land shall not be valued at more than fifty dollars per arpent if it has an area of ten arpents or more.

Such valuation shall include the barns, stables and other buildings used in connection with the said land excepting the houses which shall be assessed at their real value.

The council may cause to be added to the valuation roll, from time to time, by the assessors in office, on the valuation by them made, any portion of such land which has been detached therefrom as a building lot and shall thus have become liable to taxation after the closing of the

taxe comme sur tous les autres terrains entrés audit rôle."

valuation roll, and may exact the tax as upon all other lots entered on the said roll."

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

6. Les dispositions de la section II de la Loi relative aux rues publiques (Statuts refondus, 1941, chapitre 242) s'appliquent à la corporation.

6. The provisions of Division II of the Public Streets Act (Revised Statutes, 1941, chapter 242) shall apply to the corporation. Provisions to apply.

Emprunt  
autorisé.

7. Le conseil est autorisé à emprunter une somme n'excédant pas quinze mille dollars, pour pourvoir aux premières dépenses de l'organisation d'un service d'égouts et d'aqueduc et de la confection d'un plan de construction et de zonage et des plans ou cartes faits en vertu de l'article 400a.

7. The council is authorized to borrow a sum not exceeding fifteen thousand dollars, to provide for the first expenses of organizing a sewer and waterworks service and of making a building and zoning plan and plans or maps made under article 400a. Loan au-  
thorized.

Appro-  
bation.

Cet emprunt ne sera pas soumis à l'approbation des électeurs, mais devra être approuvé par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale de Québec.

Such loan shall not be submitted for the approval of the electors, but must be approved by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission. Approval.

Entrée en  
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

8. This act shall come into force on the date it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation. Coming  
into force.